

**LA « SOVIÉTISATION » DE L'EUROPE DE L'EST (1945-1953) :
EXPANSIONNISME IMPÉRIAL
OU EXPORTATION D'UN MODÈLE TOTALITAIRE ?**

Dans la mesure où elle en constitue un épisode-clef, la « soviétisation » de l'Europe de l'Est a généré une historiographie du même type que celle de la Guerre froide : précoce et abondante (du H. Seton Watson paru en 1950¹ au G. Mink en 1997², en passant par les remarquables F.Fejtö³ et H.Carrère d'Encausse⁴), fragmentée en études nationales⁵, contradictoire et idéologisée⁶, et, au final, lacunaire sur des points essentiels⁷. La « dé-soviétisation » en 1989 et l'ouverture des archives des partis communistes d'Europe orientale n'ont pas, à notre connaissance, apporté sur cette question des révélations décisives. Nul ne peut toujours affirmer, par exemple, que Staline avait ou non un plan pré-établi de longue date.

Dans ces conditions, les questions que nous souhaitons poser dans ce bref article ne portent pas sur le processus décisionnel mais sur les caractères de la mainmise soviétique. Il s'agit de s'interroger sur la nature exacte des rapports qui s'établissent à cette époque entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. Ce que l'on a appelé la « soviétisation » a-t-elle correspondu, de la part de l'URSS, à une extension pure et simple de sa souveraineté sur l'Europe de l'Est –avec, pour objectif direct, la création autour d'elle d'un véritable empire– ou faut-il voir plutôt dans la « soviétisation » un moyen, pour l'URSS, de diffuser son système politique dans ces pays ? En outre, le processus intéressant huit pays et se déroulant sur une assez longue période, n'a-t-il pas existé d'importantes variantes dans le temps et dans l'espace ? Ne serait-il pas plus juste, dès lors, de parler de deux types de soviétisation, essayés successivement ? ; ou faut-il voir, *a posteriori*, dans la première période –correspondant aux années d'immédiat après guerre 1945-1947– un simple intermède destiné à occuper la scène internationale pendant la mise en place du totalitarisme stalinien ?

¹ H.Seton Watson, *The East European Revolution*, Oxford, 1950.

² G. Mink, *Vie et mort du bloc soviétique*, Paris-Florence, 1997.

³ F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Seuil, 1^{ère} éd. 1952.

⁴ H. Carrère d'Encausse, *Le Grand frère*, Flammarion, 1983.

⁵ Parmi les travaux les plus notables, citons, pour la Tchécoslovaquie : K.Bosl (sous la dir. de), *Das Jahr 1945 in der Tschechoslowakei : internationale, nationale und wirtschaftlich-soziale Probleme*, Munich, 1971 ; K.Kaplan, *The Short March : the Communist Takeover in Czechoslovakia, 1945-1948*, Hurst, Londres, 1987 ; pour la Pologne : K.Kersten, *The Establishment of Communist Rule in Poland, 1943-1948*, Berkeley, 1991 ; M.Molnar, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, PUF, Paris, 1991 ; pour la Roumanie : G.Ionesco, *Communism in Rumania 1944-1962*, Oxford University Press, Londres, 1964 ; pour la Yougoslavie : J.Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Complexe, Bruxelles, 1993.

⁶ On retrouve à propos de la soviétisation de l'Europe de l'Est, les interprétations tranchées des historiens de la Guerre froide : « traditionalistes » défendant le point de vue américain et mettant en exergue l'expansionnisme soviétique (H. Feis, Adam B.Ulam, Lynn E.Davis... ; « révisionnistes » des années soixante, pour lesquels ce sont les Etats-Unis qui, par leur agressivité, ont obligé les Soviétiques à créer un glacis de sécurité (D.F. Fleming, William A.Williams, G. Kolko, D. Horowitz...) ; « réalistes » mettant l'accent sur le caractère inévitable du partage de l'Europe à la fin de la Guerre (L. Halle, J. Lukacz, J. Gaddis,...). Voir à ce sujet, l'article synthétique de Marco Altherr « Les origines de la Guerre froide : un essai d'historiographie », *Relations internationales*, 1977, n°9, pp. 69-81.

⁷ Norman Naimark, Leonid Gibianskii (édit.), *The Establishment of Communist Regimes in Eastern Europe, 1944-1949*, Westview Pres, 1998, 328 p.

Pour tenter de répondre à ces interrogations, deux démarches se sont imposées : replacer l'opération dans la stratégie globale de l'Etat expansionniste depuis ses origines ; analyser, à deux moments fondamentaux, la situation réelle des Etats concernés par l'expansion.

| |
|---|
| 1 ^{ère} partie : 1945-1947 - L'EUROPE DE L'EST : ZONE D'INFLUENCE, ZONE DE SECURITE, CHASSE GARDEE DES SOVIETIQUES ? |
|---|

- *Les desseins cachés de la politique stalinienne d'après-guerre*

Une évidence : la volonté précoce de Staline de bâtir une zone d'influence en Europe de l'Est

En moins de quatre années (1944-1948), l'URSS parvint à étendre son influence sur huit Etats est-européens. Tenter d'expliquer un tel résultat en privilégiant un seul facteur serait vain ; c'est bien à une exceptionnelle conjonction de facteurs qu'a tenu cette exceptionnelle avancée.

Le premier d'entre eux est évident et incontestable. Sans la volonté personnelle de Staline –une volonté rusée, patiente, obstinée- six, au moins, des huit « conquêtes » n'auraient pas eu lieu. Cela signifie-t-il que l'homme ait eu, très tôt, un projet précis d'expansion vers l'Ouest ? Un projet précis, sans doute pas ; plutôt une série de convictions liées aux différentes conjonctures qui, au cours de la guerre, se sont fortifiées et ont acquis une cohérence incitative. Dès 1943, Staline, ayant obtenu d'importantes concessions de ses alliés sur deux pays-clefs pour la sécurité de l'URSS (la Pologne et l'Allemagne⁸) put voir apparaître une percée possible et prochaine vers l'Europe⁹. Des actions induisent ou confirment la détermination précoce de Staline. Alors que, en pleine guerre, Roosevelt l'imagine presque « désidéologisé », en train de se muer en une sorte de monarque exclusivement soucieux du sort de la nation russe, Staline intensifie la préparation de militants communistes est-européens aux responsabilités d'après-guerre. La dissolution du Komintern, en mai 1943, ne modifie en rien le déroulement de cette « formation » dont bénéficient notamment l'Allemand Walter Ulbricht, la Roumaine Anna Pauker, le Hongrois Ernő Gerő, le Polonais Jacob Berman... que l'on retrouve, après guerre, aux premières places des nouvelles « démocraties populaires ». Mais tout n'est pas secret dans l'intérêt particulier que manifeste le Maître du Kremlin pour l'Europe de l'Est. Sa rencontre à Moscou, le 12 décembre 1943, avec le président Bénès, et la signature d'un « traité d'amitié et de coopération » avec l'URSS sont connues et devaient déjà, en partie, conditionner le sort de la Tchécoslovaquie. On peut également verser au même dossier les pressions irrépressibles exercées par les *missi dominici* de Moscou et l'Armée Rouge, durant les opérations de libération en 1944. Dès le 8 septembre 1944, les troupes soviétiques pénétrant sur le territoire de la Bulgarie, imposent à celle-ci un gouvernement de Front populaire au sein duquel les communistes ont la majorité¹⁰. Désormais, les cartes soviétiques sont clairement posées sur la table, et la conférence de Yalta n'est qu'une tentative illusoire d'imposer des règles communes à une partie qui est déjà presque terminée.

Ses hésitations sur la forme de la zone d'influence, sur sa nature et sur ses dimensions

⁸ J. Laloy, « A propos des origines de la guerre froide », *Crises et guerres au XXème siècle : analogies et différences*, IFRI, 1981, pp. 65-76.

⁹ H. Carrère d'Encausse (*Le Grand Frère, opt.cit.*, pp. 22-37) a analysé dans le détail la lente mais indéniable formulation des projets soviétiques en Europe de l'Est, lors des rencontres avec les alliés, de 1941 à 1945.

¹⁰ E. Kalinova, I. Baeva, *La Bulgarie contemporaine entre l'Est et l'Ouest*, L'Harmattan, 2001, pp. 19-21.

Toutefois, si les intentions générales soviétiques sont, dès ce moment, relativement claires, les voies d'application le sont beaucoup moins : quelle forme Staline compte-t-il donner à sa mainmise sur une partie de l'Europe libérée ? Pense-t-il alors à une zone de domination absolue ou seulement à une « zone d'interpénétration mutuelle d'influences »¹¹, solution, semble-t-il la plus prisée par Roosevelt ? Envisage-t-il une exportation pure et simple du modèle idéologique et étatique qu'il a forgé, ou souhaite-t-il laisser se développer d'autres expériences plus conformes aux contextes nationaux ?

S'il n'est pas invraisemblable que Staline, dès 1944, au moins, ait donné dans son for intérieur certaines réponses à ces questions, il se garde de les divulguer et, durant les trois années d'après-guerre, il s'applique, au contraire, à maintenir un flou sur ses intentions finales. Il est fort possible que, dans la conjoncture incertaine des relations inter-alliés, il soit resté sincèrement hésitant sur des actions aussi délicates à conduire que la soviétisation de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Ce flou –réel ou tactique- expliquerait la diversité et les contradictions de la politique soviétique en Europe de l'Est durant cette période. Le fait, par exemple, que Staline exige de lourdes réparations de plusieurs Etats (Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Finlande, Allemagne...) semble signifier qu'il n'a, alors, nullement l'intention de procéder à des annexions et d'y exporter le modèle communiste. « Si (Staline) avait considéré ces pays comme des futures provinces de son empire, c'eût été, observe l'historien Isaac Deutscher¹², la pire folie de sa part d'insister pour exiger de la façon la plus inflexible de lourdes réparations et pour obtenir les expulsions ». Cette attitude a pu conforter les Alliés dans le sentiment que Staline continuait, comme pendant tout le conflit, à se comporter comme un nationaliste russe, et non pas comme un communiste missionnaire. Elle a été, d'autre part, retenue comme argument par les historiens de l'« école révisionniste » pour montrer qu'à ce moment précis de l'après-guerre, durant lequel les Américains ne font pas peser le poids de leur toute puissance, Staline ne paraît pas avoir de projet expansionniste en Europe de l'Est. Pour appuyer davantage leur thèse, ces derniers soulignent les fermes consignes données alors par Staline à Tito et aux dirigeants communistes tchécoslovaques pour qu'ils freinent l'ardeur révolutionnaire de leurs militants et s'orientent plutôt vers des pratiques légalistes.

Ce simple rappel de faits –parmi d'autres- est nécessaire pour réaliser combien Staline, volontairement ou involontairement, brouille les cartes et évite de laisser croire à un plan d'ensemble. Il opère plutôt au coup par coup, se préparant aux meilleures opportunités, sachant les attendre patiemment en simulant le renoncement, mais capable, lorsqu'il se sent sûr, de brûler les étapes : « Staline, explique avec pertinence Pierre Barral, envisage une action à long terme et la conduit avec sa prudence foncière, en distinguant selon les zones géographiques, en tenant compte des résistances rencontrées, en gardant toujours 'deux fers au feu', deux tactiques possibles selon les circonstances. Il veut avant tout conserver ce qui a été conquis, mais quand les circonstances semblent favorables, il pousse ses pions en avant, en se réservant toujours une possibilité de retraite¹³ ».

En bâtissant cette zone d'influence, avait-il exclusivement en vue d'accroître la puissance de l'URSS et de la protéger ? Pourquoi n'aurait-il pas eu, aussi, dans le nouveau contexte mondial de confrontation qui se dessinait peu à peu, le souci des intérêts du communisme international ? D'autant que ces intérêts, loin d'être contradictoires avec ceux de l'Etat soviétique, se conjugueraient fort opportunément avec eux. Parmi les multiples arguments dont Staline avait besoin pour tenter de justifier sa marche vers l'Ouest, le ralliement au communisme était, au moins pour certains pays d'Europe de l'Est, une option tout à fait plausible. Pourquoi, à partir du moment où les Anglo-américains semblaient remettre en cause

¹¹ J.Laloy, *op.cit.* p. 68.

¹² Cité par D. Horowitz, *De Yalta au Vietnam*, Coll. 10/18, 1973, p. 116.

¹³ P. Barral, *Il y a trente ans, la Guerre froide*, Armand Colin, 1984, p. 41.

l'Alliance, se priver de déguiser une opération de nature nettement impérialiste en une croisade en faveur du communisme ? La tentation put paraître d'autant plus forte après que les deux chefs de parti communiste, le yougoslave Tito et l'albanais Enver Hoxha, eurent quasiment forcé Staline à intégrer leurs deux pays au sein du nouvel empire.

La force intrinsèque du communisme et le poids de certains leaders communistes

Pour Staline, en effet, l'avenir de ces deux Etats lointains n'était nullement prioritaire. Ils appartenaient à une zone qui intéressait au premier degré les Alliés, notamment les Britanniques, et le chef de l'Etat soviétique s'était fait à l'idée de n'y exercer qu'une influence limitée. Lors du fameux marchandage avec Churchill en octobre 1944, le cas de l'Albanie n'avait même pas été évoqué et l'accord s'était réalisé sur un partage égal d'influence (50-50) en Yougoslavie. Durant la guerre, Staline avait d'ailleurs très fermement indiqué à Tito –dès juillet 1941- que l'objectif immédiat était « celui de la libération du joug fasciste et non de la révolution sociale ». Dans cette logique, il n'avait pas hésité à reconnaître le gouvernement royal en exil à Londres, croyant, à l'évidence, plus utile pour ses plans et ses bons rapports avec les Alliés, une restauration monarchique, après la guerre, plutôt que la prise de pouvoir par les partisans titistes. Ce choix, on le sait, entacha les relations entre Staline et Tito, même si ce dernier parvint à ses fins et signa dès le 11 avril 1945 un « traité d'amitié » qui plaçait, de fait, la Yougoslavie et son quasi satellite, l'Albanie, dans l'orbite soviétique. Vis à vis de ce dernier pays, Staline n'avait montré que mépris ou, au mieux, indifférence, son sort lui semblant devoir être étroitement lié à celui de la Yougoslavie. En janvier 1948, il confia à Milovan Djilas que celle-ci devait « avaler l'Albanie, et le plus vite (serait) le mieux ! »

Le caractère quelque peu forcé de l'intégration de l'Albanie et de la Yougoslavie n'est pas sans signification. C'est, en premier lieu, une confirmation que Staline est loin de tout maîtriser, y compris dans son propre camp, et qu'il doit remodeler ses plans en fonction des réactions de ses partenaires comme de ses adversaires. Cela signifie, aussi, que le communisme est, à lui seul, une force dynamique et autonome, capable sans le soutien actif de son principal leader, d'inspirer des opérations d'envergure. Insistons sur ce point. L'historiographie, qu'elle soit « traditionaliste » ou « révisionniste », qu'elle mette l'accent sur les facteurs impérialistes ou sur les facteurs défensifs, a, selon nous, trop tendance, en effet, à attribuer à Staline la responsabilité exclusive de la soviétisation de l'Europe de l'Est. C'est là une appréciation réductrice qui minimise un élément-clef du processus : la force attractive et offensive du communisme dans une partie des populations de l'Europe d'après-guerre. On ne redira jamais assez (surtout, depuis son implosion finale qui tend à occulter bien des réalités de cette période) l'extrême popularité dont a pu jouir, alors, le communisme, notamment chez les jeunes et les intellectuels. Jamais il n'était autant apparu comme le seul rempart existant contre le nazisme et le fascisme honnis, comme la seule idéologie capable de générer un nouvel ordre, juste et généreux.. Au sein des populations martyrisées par la guerre, d'étroites correspondances s'étaient établies –encouragées par la propagande soviétique- entre « socialisme », « démocratie », « résistance », « communisme », « Union Soviétique », « Staline »... Ces rapprochements et ces confusions expliquent, en partie, le gonflement soudain des effectifs dans certains partis communistes, tel le Parti communiste tchécoslovaque, passant de 85 000 à 1 000 000 adhérents.

Occulter ou, simplement, minimiser la place de l'idéologie dans l'expansion stalinienne des années 1945-1947 équivaut donc à se priver d'un important élément de compréhension¹⁴. Même, en effet, si le messianisme idéologique n'a pas compté –ou peu- dans les motivations staliniennes, la foi dans le communisme incarné par l'Union Soviétique a grandement facilité l'opération.

¹⁴ J-F Soulet, *Op.cit.*, pp. 12-17.

- *Portée et limites de l'« influence » soviétique (durant la première soviétisation)*

Une portée inégale selon les pays

Il n'est pas aisé, avant l'achèvement de leur intégration totale en 1948, d'évoquer de manière globale, l'ensemble des huit pays d'Europe de l'Est, chacun d'entre eux présentant des évolutions et des situations particulières : les uns ayant été aux côtés des alliés, les autres du côté des vaincus ; les uns, de tradition russophile, d'autres nettement anti-russe ; certains, comme la Tchécoslovaquie, comptant un parti communiste puissant alors que celui-ci était inexistant en Roumanie ou en Hongrie... La première soviétisation, accomplie entre 1944 et 1947, sans homogénéiser l'ensemble, comme devait tenter de le faire la seconde, tendit cependant, par l'inégale pression exercée par les Soviétiques et les communistes, à constituer deux ensembles : l'un correspondant aux pays balkaniques (Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie, Albanie) qui connaissent alors un processus d'intégration et de modélisation précoce et approfondi ; l'autre aux pays de la zone centre-européenne (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne), relativement moins touchés par le phénomène. Cette distinction doit être présente à l'esprit, chaque fois que, pour la commodité du discours, nous faisons allusion globalement aux huit Etats.

Les deux principaux instruments de l'influence soviétique : l'armée et les Partis communistes

Durant cette première phase, l'influence soviétique, on le sait, s'exerce de deux manières. Ouvertement, l'Armée Rouge occupe, à partir de 1944, une grande partie des pays, et de manière très dense. Dans la seule zone entre le Bug et la Vistule, on compte presque deux millions de soldats soviétiques, soit 35 au km². Avec ces troupes de libération et d'occupation, sont arrivés les représentants directs du Kremlin qui n'hésitent pas à exiger aussitôt la formation de gouvernements pro-soviétiques. Quinze jours seulement après la conférence de Yalta, Andreï Vychinsky, émissaire de Staline, est à Bucarest où il impose Petru Groza. Comme le note Cristian Bocancea, « ce n'était pas un simple changement de gouvernement, mais un vrai changement de régime politique¹⁵ ».

Pendant cette période, l'influence soviétique est, à l'évidence, fortement relayée par les partis communistes. Même si, dans plusieurs pays, leurs effectifs étaient à l'origine des plus réduits, ils savent mettre en relief et amplifier, leur rôle dans la résistance ; ce qui leur permet de parler avec autorité. Par contre, obéissant vraisemblablement aux consignes soviétiques, ils n'affichent pas leur identité révolutionnaire et se montrent surtout partisans de l'union des forces anti-fascistes. C'est, aussi, par l'intermédiaire direct des partis communistes qui s'emparent des ministères-clefs de l'Intérieur et de la Justice, que les Soviétiques contrôlent et épurent l'armée, la police, la magistrature, l'enseignement. Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que les purges qui se déclenchent très tôt dans certains Etats (Roumanie, Bulgarie, Pologne) sont orchestrées par les partis communistes et dirigées en sous-main par les Soviétiques. Elles permettent d'écarter toutes les personnalités susceptibles d'entraver leurs projets. L'URSS veille également –de manière quasi ouverte dans les Etats balkaniques- à couper les liens tissés avec les pays extérieurs au futur bloc soviétique (notamment les liens économiques) afin de réorienter les échanges exclusivement dans sa direction et celle des Etats « amis ». Dès 1946, 80% du volume des importations et des exportations de la Bulgarie proviennent de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

¹⁵ C. Bocancea, *La Roumanie du communisme au post-communisme*, L'Harmattan, 1998, pp. 23-24.

Par ce même biais des partis communistes, l'Union soviétique exerce déjà, durant cette première phase, une influence décisive lors de l'élaboration des nouvelles institutions qui se mettent en place dans les Etats. Compte tenu de l'attrait exclusif que les communistes de l'époque ont pour le régime soviétique, celui-ci leur sert d'inspirateur et de modèle dans la reconstruction politique, économique et culturelle des Etats. Toutefois, sauf dans certains cas, comme en Yougoslavie et en Albanie, on n'observe pas encore une reproduction intégrale du modèle soviétique.

- *L'ébauche d'un système original : une sorte de troisième voie entre capitalisme et socialisme*

Les annonces et les promesses initiales

Malgré, en effet, le contrôle exercé par l'Union Soviétique (ouvertement ou par l'intermédiaire des partis communistes), les importantes réformes qui transforment alors chacun des Etats n'aboutissent pas, dans la grande majorité des cas, à la mise en place d'un système collectiviste et pas davantage à une reproduction du système soviétique. Les nouvelles « démocraties populaires » se veulent à mi-chemin entre les démocraties à l'Occidentale et les régimes communistes parvenus à leur terme. Evoquant en 1936 l'avenir de l'Espagne dans le cas d'une victoire des Républicains, le secrétaire général du Komintern, Georges Dimitrov, avait déjà parlé d' « un Etat particulier à véritable démocratie populaire. Ce ne serait pas encore un Etat soviétique, mais un Etat antifasciste, un Etat de la gauche, avec la participation de la bourgeoisie vraiment à gauche »¹⁶. Ce type de régime devait –selon le communiste tchèque Gottwald- « évoluer tranquillement vers un socialisme particulier, conforme à ses traditions, à la mentalité de la population ». Il n'était pas le seul à faire ce genre de promesse. Tous les autres leaders communistes de l'Est-européen –de Gomulka à Rakosi- annonçaient l'instauration d'une version nationale du socialisme, spécifique à chaque pays. Il n'est nullement impensable d'imaginer un degré de sincérité dans ces affirmations. Plusieurs éléments –comme le premier accueil au plan Marshall, ou l'approche prudente de la collectivisation- peuvent être interprétés comme une réticence de certains leaders communistes à une transplantation intégrale du communisme soviétique¹⁷. La contestation des communistes de la *linia krajowa* (ligne intérieure) –Gomulka en Pologne, Patrascanu en Roumanie, Kostov en Bulgarie, Rajk et Kadar en Hongrie- et, bien entendu, la tentative d'écarter Tito en 1948, confirment des divergences et des désaccords profonds dans la politique d'intégration et de modélisation que les communistes de la *linia moskiewska* (ligne de Moscou) prônaient radicale.

Ce refus de transposer mécaniquement le système soviétique dans les Etats d'Europe orientale, s'il pouvait choquer les équipes communistes venues de Moscou, ne pouvait, par contre, que rallier la population. L'idée que la « démocratie populaire » que l'on bâtissait était une sorte de troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, était séduisante. Comme était plutôt rassurante l'idée que le temps du communisme intégral et de la « dictature du prolétariat viendrait plus tard¹⁸. Les autorités soviétiques elles-mêmes laissaient entendre qu'elles n'étaient pas favorables à « une transposition mécanique du système soviétique ».

Qu'en fut-il de ces annonces et de ces espérances ?

L'inégal résultat

¹⁶ J-F Soulet, « Les démocraties populaires. Fondements et caractères », *Questions de démocratie* (sous la dir. de P.Cabanel, J-M Février), Amphi 7, Presses Universitaires du Mirail, 2000, pp. 297-303.

¹⁷ Wlodzimierz Brus, in *The Economic History of Eastern Europe 1919-1975*, volume III, Clarendon Press, Oxford, 1986, p.7.

¹⁸ Miklos Molnar, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, PUF, 1990, p.93.

Politiquement se mirent en place des régimes parlementaires pluralistes dont l'élément de base fut le « front populaire » (« Front national », « Front patriotique », « Front de libération »...) regroupant l'ensemble des formations politiques non fascistes. Economiquement, les gouvernements s'orientèrent d'emblée vers un étroit contrôle du capitalisme. L'appareil de production passa, dans une très large mesure, aux mains de l'Etat. Des réformes agraires de grande ampleur aboutirent à une redistribution des terres.

On comprend, dans ces conditions, le relatif bon accueil qui put être fait aux principes du nouveau système en gestation et aux premières mesures qui en découlèrent. On pouvait y trouver les bases de ce qui serait appelé plus tard un « socialisme à visage humain ». Ce fut vraisemblablement l'opinion de bien des Tchécoslovaques et des Hongrois jusque vers 1947. Mais, à cette date, la plupart des autres peuples avaient cruellement déchanté depuis, déjà, au moins un an (Roumanie) et souvent deux (Bulgarie, par exemple). Le raison principale tenait au comportement des partis communistes qui, très tôt dans certains Etats, plus tard dans les autres, avaient sciemment refusé de jouer le jeu démocratique et s'étaient lancé –par la voie des syndicats, des organisations de masse, de la presse...- dans toutes sortes d'opérations visant à éliminer l'opposition. Dès 1945, en Bulgarie, le Bureau politique du Parti Ouvrier Bulgare s'immisçait d'une façon « directe et brutale »¹⁹ dans la fixation des sentences concernant les 11 122 personnes déférées devant le Tribunal du peuple, dont une partie n'avait commis d'autres crimes que d'être des adversaires des communistes et des soviétiques. En Pologne et en Hongrie, aussi, ce fut durant la période de coalition frontiste que commencèrent les procès et exécutions.

Au total, si ces années 1945-1947 doivent être distinguées de la période suivante, cette distinction reste surtout pertinente pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui conservent encore une certaine autonomie et une certaine spécificité par rapport au système soviétique. Les autres Etats peuvent être classés en deux ensembles : d'une part, la Yougoslavie et l'Albanie qui, très tôt, ont calqué leurs institutions et leurs pratiques sur l'Union Soviétique, mais qui revendiquent –au moins pour la Yougoslavie- le droit à une politique étrangère nationale ; et, d'autre part, la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne qui, bien avant 1948, sont déjà parvenus à un stade très proche de la soviétisation intégrale.

| |
|---|
| 2 ^{ème} partie : 1948-1953 : LE TEMPS DE L'INTEGRATION ET DE LA MODELISATION RADICALES |
|---|

Même si, de l'aveu même de Churchill, un rideau de fer séparait, dès 1946, l'Europe en deux, la soviétisation de l'Europe de l'Est ne fut effective qu'au lendemain du Coup de Prague, lorsque la Tchécoslovaquie, après la Hongrie, passa corps et biens du côté soviétique. Avant de rappeler les changements fondamentaux –politiques, économiques et culturels- qui en ont résulté, nous pensons nécessaire de replacer cette nouvelle et fondamentale phase expansionniste dans une perspective historique longue.

- *Une double opération dans la logique même du projet bolchevique...*

Les raisons conjoncturelles qui ont pu conduire l'Union Soviétique à transformer une « zone d'influence » ou de « sécurité » en un quasi empire ont été maintes fois exposées, et nous ne souhaitons pas y revenir dans le détail. Il est évident que Staline avait cherché pendant un temps à ménager la susceptibilité de ses alliés, considérant qu'il n'y avait pas urgence à

¹⁹ E. Kalinova, I. Baeva, *op.cit.*, p. 35.

précipiter l'évolution d'une situation bien maîtrisée. A partir du moment où le vent a tourné et où les Etats-Unis ont déclaré (discours de Truman) que le communisme soviétique était un péril menaçant l'Europe et nécessitant un plan d'envergure (plan Marshall), Staline n'avait plus de raison de différer le processus de soviétisation intégrale.

Ce faisant –et c'est sur quoi nous voudrions insister ici- Staline restait pleinement dans la logique même du projet bolchevique. Il était dans la nature de celui-ci d'étendre le plus possible la sphère de domination du pays-moteur et de diffuser son modèle de gouvernement²⁰. Certes, la fin de la guerre civile et l'instauration de la NEP avaient conduit, comme on le sait, les dirigeants bolcheviques à tempérer quelque peu leur messianisme révolutionnaire et, finalement, à s'interroger pour décider s'il fallait donner la priorité au développement de l'URSS ou à l'aide aux forces révolutionnaires dans le monde. On a surtout retenu de ce débat le duel entre Trotsky et Staline, en caricaturant et en opposant en tous points leurs positions respectives, faisant du premier le partisan incondicional de la « révolution permanente » et le second, de la « construction du socialisme dans un seul pays ». En réalité, les positions de l'un et de l'autre furent longtemps moins tranchées, et finalement moins contradictoires que la propagande stalinienne ne l'a colporté. D'une part, Trotsky n'était nullement fermé à l'idée de privilégier pendant un temps les intérêts de l'URSS, et, d'autre part, Staline en préconisant un investissement prioritaire dans le développement de l'URSS n'abandonnait certainement pas dans son for intérieur, l'idée que l'URSS, devenue puissante, essaierait dans le monde.

Dès mai 1925, Staline présentait le très ambitieux programme de développement économique de l'URSS comme un moyen de renforcer le poids du nouvel Etat communiste dans le monde : « Il nous faut, déclarait-il alors, de 15 à 20 millions de prolétaires industriels, l'électrification des principales régions de notre pays, la coopération agricole et une industrie métallurgique hautement évoluée. Alors nous n'aurons plus à craindre aucun danger. *Alors nous vaincrons à l'échelle internationale* ». Dans ce but, Staline devait s'employer par tous les moyens, à la fin des années vingt et durant les années trente, à accélérer l'industrialisation et la collectivisation agricole. Toutefois, l'objectif n'était pas seulement économique mais global. Staline ambitionnait de bâtir un système complet, dont les rouages –politiques, sociaux, économiques et culturels- seraient présentés au monde comme un « modèle d'Etat socialiste ». L'une des pièces maîtresses en fut « la grande constitution » de décembre 1936, louée dans les manuels scolaires soviétiques comme la « plus démocratique du monde » et qui faisait du système soviétique « un exemple de démocratie socialiste la plus conséquente »²¹.

Dès cette période, Staline avait donc modelé à sa convenance un système de pouvoir qui non seulement renforçait le poids de l'URSS parmi les grandes puissances mondiales mais qui constituait un modèle étatique susceptible d'être exporté lorsque l'occasion se présenterait. Toutes les bases des futures « démocraties populaires » étaient alors inventées et expérimentées : les structures étatiques (assemblées et conseils) paravents démocratiques destinées à masquer la toute puissance et l'ultra centralisme de l'oligarchie du Bureau politique et du Secrétariat général du Parti ; les opérations spécifiques de socialisation (nationalisations, collectivisation...) ; les instruments de domination par la terreur (armée, police, camps d'internement...) ; les procès-spectacles destinés à éliminer les opposants et à terroriser l'opinion... Le système était fin prêt pour l'exportation.

Certes, durant la décennie d'avant-guerre, on ne parle guère dans les hautes sphères stalinienne d'exporter le modèle en construction. Au VIème congrès du Komintern (été 1928), Staline a définitivement mis fin aux espoirs de ceux qui croyaient encore à la priorité des idéaux internationalistes : « Est authentiquement révolutionnaire –a clairement déclaré Staline- celui qui est prêt à défendre l'Union Soviétique, sans réserve, ouvertement, incondicionallement ». Mais il serait naïf et contraire à la pratique bolchévique, d'imaginer que, durant cette période, en particulier entre 1933 et 1939, où, officiellement, l'URSS défend une politique de neutralité, tout

²⁰ *Ibid.*, p. 59.

²¹ Bazilévitch, Bakhrouchine, Pankratova, Foght, *Histoire de l'URSS*, éditions en langues étrangères, Moscou, 1948, 3^{ème} partie, p. 365.

objectif expansionniste ait été abandonné. Comme l'observe A. Avtorkhanov, « la théorie stalinienne d'édification du socialisme dans un seul pays, la ligne économique accordant la priorité à l'industrie lourde, tout cela ne pouvait signifier, du point de vue de la politique étrangère soviétique, qu'une volonté de réarmer économiquement et techniquement le pays afin de mener la politique de conquête du communisme international sous une forme active et expansionniste²² ». Autrement dit, selon les stratèges du Kremlin, il était vain et dangereux de vouloir faire essaimer le communisme si la ruche-mère n'était auparavant consolidée et suffisamment puissante pour impulser et protéger la migration. De même qu'au nom de l'unicité du mouvement, il était impensable que les nouvelles implantations ne s'organisent pas selon les formes, dans l'esprit, et sous la tutelle de l'Etat-moteur, ce qui supposait l'existence dans chacun des pays, d'équipes averties et entièrement acquises à celui-ci.

Déjà, sans doute, l'équipe stalinienne envisageait que cet essaimage, lorsqu'il se produirait, ne pourrait se faire qu'au profit de l'Etat initiateur, l'URSS (proclamé, dès 1928, « le moteur international de la révolution prolétarienne..., la base du mouvement universel des classes opprimées, le foyer de la révolution internationale, le plus grand facteur de l'histoire du monde ») et plus spécialement, au profit de la Russie. Depuis, en effet, qu'il disposait de responsabilités majeures, Staline n'avait cessé de faire de la Russie le modèle et le pôle majeur de la Fédération. Tout au long des années trente, on assista à une « décapitation des nations non russes » et à une « russification très poussée dans tous les domaines²³ ». Une telle politique est significative de la manière hégémonique dont Staline conçoit les rapports avec les soi-disant « républiques sœurs » et présage de la manière claire la soviétisation des Etats européens d'après-guerre.

Période donc finalement capitale pour la future expansion que celle de la décennie d'avant-guerre, trop souvent décrite comme celle de la pause ou du renoncement. Le nouveau maître de l'URSS y construit un système étatique qui, à ses yeux, à vocation universelle, prend en main les partis communistes étrangers, et impose l'idée de la prééminence de l'URSS et de la Russie. Tous les éléments des futures actions expansionnistes sont, d'ores et déjà, définis et établis. Il ne suffit plus qu'attendre le moment propice.

- *... une double opération remarquablement testée lors des annexions de la Seconde guerre mondiale*

Les annexions de 1939 et de 1940, qui découlent du protocole secret du Pacte d'août 1939, revêtent *a posteriori* plusieurs significations, en relations directes avec la future soviétisation de l'Europe de l'Est. Elles confirment d'abord que l'idée expansionniste n'a nullement été exclue du programme des dirigeants soviétiques. Il s'agit certes d'une expansion de type étatique dans laquelle l'idéologie ne joue pas de rôle. En réclamant et en annexant l'isthme de Carélie, les Etats baltes, une partie de la Pologne et la Bessarabie, Staline revendique et retrouve les frontières et les zones d'influence de l'empire des tsars. Ce faisant, il se comporte comme un souverain soucieux de l'héritage de ses prédécesseurs et soucieux de garantir sécurité et rayonnement à son royaume. Il démontre – ce qui sera, par la suite, maintes fois confirmé dans d'autres pays communistes – que, à l'encontre des dogmes internationalistes, le communisme ne signifie pas la rupture avec le nationalisme mais qu'il peut, au contraire, pour perdurer et progresser, s'appuyer sur celui-ci. La véritable mobilisation patriotique lancée par Staline après juin 1941 en fournit une remarquable illustration. L'essentiel, d'un point de vue bolchevique, est de ne pas faire du nationalisme une fin, mais un simple moyen de consolider le communisme. Dans cet esprit, les annexions consécutives au Pacte peuvent être décrites non pas comme l'expression d'un impérialisme étatique mais comme le moyen de renforcer le pays moteur du communisme mondial.

²² A. Avtorkhanov, *La Méthode Brejnev*, Fayard, 1981, p. 217.

²³ B. Nahaylo, V. Swoboda, *Après l'Union soviétique*, PUF, 1990, p. 77.

Dans leur processus, les annexions de 1939-1940 présentent bien des analogies avec la future soviétisation de l'Est européen. En revenant sur les péripéties –souvent terribles- de ces conquêtes de 1939-1940, on a souvent le sentiment qu'elles ont constitué une sorte de banc d'essai, de champ d'expérimentation pour celles de 1944-1948²⁴. On observe ainsi, lors de cette première phase expansionniste, une grande diversité tactique que l'on retrouve dans la phase d'après-guerre. Dans les deux cas, la préoccupation fondamentale des instigateurs des coups de force est de donner le plus possible une apparence légale à ceux-ci. Ainsi, l'intervention soviétique en Pologne est-elle justifiée par des raisons de solidarité et d'humanité : « Les troupes polonaises ayant été défaites (...)tente d'argumenter un manuel scolaire soviétique- la population de Pologne s'est trouvée abandonnée au gré du sort. Le gouvernement soviétique ne pouvait dès lors se montrer indifférent aux destinées de ses frères consanguins, les Ukrainiens et les Biélorussiens peuplant l'Ukraine et la Biélorussie occidentales. La situation en Pologne créait à son tour une menace de contingences dangereuses pour l'URSS »... L'Armée rouge ayant été « accueillie dans l'enthousiasme », de « larges élections démocratiques » ont été réalisées et ont abouti à la désignation d'assemblées nationales « qui ont demandé au Soviet suprême de l'URSS d'admettre les peuples de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales au sein de la grande famille des peuples soviétiques ».

En Finlande, les Soviétiques, soi-disant forcés d'intervenir contre la « clique militaire » qui dirigeait ce pays et nuisait à la sécurité des frontières nord-ouest de l'URSS, disent s'être montrés magnanimes. Alors qu'ils avaient « pleine possibilité, pour se dédommager des frais de guerre, d'occuper tout le pays », ils se sont bornés à un « minimum nécessaire » pour garantir la sécurité de Leningrad et de Mourmansk. En Bessarabie, également, grâce à la négociation, l'URSS se flatte d'être parvenue à régler pacifiquement le conflit soviéto-roumain qui traînait en longueur : « La population de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord a salué avec joie sa libération par l'Armée rouge »...

Cet audacieux travestissement des faits opéré par la propagande soviétique s'appuie sur un certain nombre de paravents légaux comme l'organisation d'élections prétendument libres ou l'envoi « spontané » de motions de rattachement à l'URSS par les pays annexés. Il permet, à la fois, de déguiser des motivations purement impérialistes sous des considérations humanitaires, d'occulter les opérations d'espionnage, de noyautage, les manipulations auxquelles se livrent au profit des communistes les gouvernements de coalition, et, surtout, de passer sous silence le recours à la force la plus brutale (arrestations et déportations de plusieurs dizaines de milliers de Lithuaniens de tous âges dans la nuit du 14 au 15 juin 1940 ; liquidation ou déportation en Sibérie de 1 000 000 de Moldaves à compter du 29 juin 1940²⁵).

Cette propagande offrit aux Alliés la possibilité de sauver en quelque sorte la face lorsque, à partir de 1941, Staline les somma, dès la première rencontre officielle à Téhéran, à la fin de 1943, de reconnaître ces annexions forcées, déguisées en unions volontaires. En acceptant le fait accompli pour ne pas déplaire à un nouveau et indispensable partenaire, les Occidentaux montrèrent que, les apparences légales étant sauves, ils étaient susceptibles d'entériner des opérations expansionnistes caractérisées. Quelques années plus tard, face à ces mêmes alliés, Staline, désireux d'élargir davantage encore sa zone d'influence vers l'Ouest, se souviendrait d'un tel comportement.

De plus, élément le plus important pour notre propos, les annexions de 1939-1940 sont marquées du même sceau hégémonique que la soviétisation d'après-guerre. Le processus de 1939-1940 est radicalement impérialiste, plus ouvertement encore que ne le sera celui de 1945-1948, qui laisse subsister une souveraineté formelle pour chacun des Etats, alors qu'en 1939-1940, les populations sont, soit intégrées directement dans des républiques existantes,

²⁴ J-F Soulet, *Histoire comparée des Etats communistes de 1945 à nos jours*, A. Colin, 1996, pp. 17-20.

²⁵ V. Matei, *Le Pacte Molotov-Ribbentrop et ses conséquences pour la Bessarabie*, Chisinau, Universitas, 1991, 124 p.

soit transformées en nouvelles républiques. Cette différence de traitement et de statut, qui s'explique à la fois par la différence des contextes et surtout par la différence d'argumentation (en 1939-1940, on soutient qu'il s'agit de récupérations de territoire –sauf pour la Bukovine- et l'on parle de « réunion », de « retour ») n'est pas anodine mais elle reste formelle. A Riga, à Vilnius, à Chisinau, à partir de 1939-1940, comme à Varsovie, Sofia, Bucarest, ou Prague à compter souvent de 1945 et toujours de 1948, le seul pouvoir qui compte désormais est celui de Moscou. Désormais, ce sont des Russes ou des staliniens inconditionnels qui tiennent les rouages essentiels. La culture russe devient partout un modèle tandis que les cultures nationales sont mises sous le boisseau.

En bref, il existe d'évidentes et suggestives analogies entre les annexions de 1939-1940, et la soviétisation de l'Europe de l'Est après la Seconde guerre mondiale. Dans les deux cas, on retrouve la même dualité. En façade, ce sont des « républiques » indépendantes ou des « démocraties populaires », c'est-à-dire des Etats qui, conformément aux vœux d'une partie de leur population ont choisi le communisme comme idéologie motrice. En réalité, ce sont des Etats soumis, à la fois, au modèle stalinien du communisme et à l'hégémonie de l'Etat soviétique. Ces deux images –l'une virtuelle, l'autre réelle- restèrent jusqu'en 1989 leurs traits distinctifs.

- *Le résultat : un « clonage » presque parfait de l'Etat soviétique*

Par rapport au système stalinien édifié en URSS pendant l'entre-deux-guerres, la modélisation des Etats est-européens est totale. Il vaudrait mieux parler de « clonage ». Politiquement, les constitutions dont se dotent les huit nouveaux Etats, entre janvier 1946 et octobre 1949, sont soigneusement calquées sur la constitution soviétique de 1936. Elles ont donc la même apparence démocratique que celle-ci (pouvoir législatif élu au suffrage universel, exécutif confié à un organe collégial, mêmes droits et devoirs des citoyens) renforcée par le maintien (sauf en Roumanie) de plusieurs partis politiques. Mais, derrière cette vitrine aux couleurs des libertés et de la démocratie, on retrouve toutes les caractéristiques du système totalitaire et dictatorial stalinien : une seule liste de candidats aux élections, un parti régentant l'Etat et l'ensemble de la Société, aux mains d'une oligarchie réunie autour du Secrétaire général, véritable Staline au petit pied.

Du point de vue économique, le clonage est également complet. Pas un instant, semble-t-il, ne fut envisagée l'idée de moduler la collectivisation et les nationalisations en fonction de l'état de développement –fort variable- des économies de chacun des pays. La Tchécoslovaquie, pourtant parvenue avant-guerre l'un des Etats les plus développés d'Europe orientale et centrale, fut traitée de la même manière que la misérable Albanie. Après la phase de démantèlement des grandes propriétés (achevée en grande partie dès 1948) fut intensifiée, à compter de 1949, (sur injonction du Kominform et sur ordre de Staline) celle de la collectivisation. L'organisation présentée alors comme modèle fut –malgré ses déboires continus depuis les années 30- le kolkhoze soviétique. En dépit de très fortes pressions, les paysans d'Europe centrale résistèrent longtemps et, souvent, avec acharnement. Dans une thèse récemment publiée, Georges Diener montre que, dans la Roumanie de la fin des années quarante et de la décennie cinquante « les révoltes paysannes prirent en de nombreux endroits des formes insurrectionnelles », et que « le Pouvoir ne s'y trompa guère en réagissant avec des moyens à la mesure de sa crainte panique de ce type de phénomène. Des bataillons entiers de Sécuristes furent envoyés pour rétablir l'ordre, la plupart du temps en écrasant dans le sang les émeutes et en arrêtant, déportant, emprisonnant, assassinant, exécutant les meneurs, réels ou inventés »²⁶.

²⁶ Georges Diener, *L'autre communisme en Roumanie. Résistance populaire et maquis 1945-1965*, L'Harmattan, 2001, pp. 38-39.

Ainsi, souvent par la force la plus brutale, le modèle économique stalinien s'imposa en tous points et à un rythme accéléré. La nationalisation s'accomplit deux fois plus vite dans les Démocraties populaires qu'en URSS après 1917. Dès les années 1949-1950, la planification de type stalinienne fut imposée partout : plan longs (le plus souvent quinquennaux) privilégiant l'industrie lourde et les biens d'équipement.

Du point de vue social et culturel, on assista, comme en Union Soviétique, au double mouvement de *déstructuration* de la société civile originelle (élimination des « ennemis de classe », combat contre la « famille bourgeoise », la religion, les Eglises, les identités nationales) et de *restructuration* en vue d'une société nouvelle (mise en place des organisations de masse contrôlées par les partis communistes). De Tirana à Varsovie, les grands prêtres de la culture officielle (Wazyk en Pologne, Moraru en Roumanie, Revaï en Hongrie...) en émules zélés de Jdanov, régèrent d'une main de fer la littérature et les arts. Désormais tout venait de Moscou et... tout allait à Moscou.

- *Les deux visages de l'hégémonie soviétique...*

L'écrasante hégémonie soviétique –longtemps niée par les thuriféraires de l'URSS– revêtit deux visages, l'un officiel, l'autre occulte. Par les traités d'amitié et de coopération, signés avec les différents Etats d'Europe orientale entre décembre 1943 (Tchécoslovaquie) et septembre 1955 (RDA), il existait des relations institutionnalisées avec l'URSS en matière économique et culturelle et en matière de défense. Rappelons que cette coopération avec Moscou fut très tôt considérée comme quasi exclusive et exclua des liens avec d'autres Etats étrangers au Bloc. Dès les années 1944-1947, les Démocraties populaires n'avaient plus de liberté effective dans leur politique étrangère.

Parallèlement à ces liens officiels (Traité, Pacte de Varsovie, *Kominiform*) existait (à peine masqué) un noyautage intégral effectué par les Soviétiques de toutes les rouages importants des Etats : partis, administration, armée, police, syndicats...

L'hégémonie économique du « grand frère » n'était pas moins totale et écrasante. Par divers biais (réparations de guerre, constitution de sociétés mixtes, accords commerciaux...), l'essentiel des richesses des Etats fut, comme on le sait, absorbé par l'Union Soviétique. Cette dernière parvint très vite à rendre les Etats les plus dépendants possible, en mettant en place un véritable système colonial. Au sein du *Comecom*, créé le 5 janvier 1949, qu'elle dominait largement (70% de la capacité industrielle de l'ensemble), l'URSS traitait ses partenaires comme les pays capitalistes traitaient les pays sous-développés, en échangeant ses produits manufacturés contre leurs matières premières et en imposant des prix exorbitants.

En bref, lorsque Staline disparaît, le bilan de la soviétisation de l'Europe de l'Est est double : d'une part, c'est le système soviétique, celui forgé dans les années trente, qui prévaut dans l'ensemble des Etats ; et, d'autre part, il s'agit bien, pour l'URSS, d'un véritable « empire », c'est-à-dire d'une structure constituée à son profit exclusif et sous son total contrôle. Cette dualité, caractéristique du processus de soviétisation, est confirmée par les mouvements de contestation qui se développent dès 1948, et qui revêtent, eux aussi, un double visage.

- *...et de la contestation du système*

L'« empire » à peine constitué, le « schisme yougoslave » révèle avec netteté –à tous ceux qui ne l'avaient pas encore compris– le double fondement de l'entreprise stalinienne. A l'occasion, en effet, de cette spectaculaire rupture –non souhaitée par Tito– se découvrent les deux termes du contrat tacite qu'impliquait l'intégration de la Yougoslavie dans l'orbite soviétique : en premier lieu, l'adoption, en tous points, du modèle étatique stalinien dans ses institutions comme dans ses pratiques (obligation à laquelle Tito avait répondu avec zèle et sans état d'âme) ; en second lieu, l'acceptation d'une vassalisation et d'une domination totales

par l'URSS, allant du pillage économique (par le biais notamment des sociétés mixtes) au refus de toute politique étrangère autonome ; ce que Tito eut, très tôt, du mal à supporter. Ce dernier, une fois la rupture consommée, se trouva donc dans la double obligation pour marquer sa rupture avec l'URSS, d'inventer un nouveau modèle étatique communiste (de type auto-gestionnaire), et de redéfinir entièrement l'ancrage politique du pays en rejetant, à la fois, le bloc soviétique et le bloc libéral, et en créant celui des « non-alignés ».

Les mouvements contestataires qui –souvent inspirés du « Titisme »- agitèrent fortement les Démocraties populaires est-européennes entre 1953 et 1956, remirent en cause, eux aussi, les deux aspects de la soviétisation stalinienne. Dans leur majorité, les ouvriers de Prague, de Plzen et de Berlin-Est, en juin 1953, comme ceux de Poznan, en juin 1956, comme les habitants de Varsovie et de Budapest en octobre 1956 contestent beaucoup moins le communisme que le modèle communiste qui leur a été imposé. C'est bien la version stalinienne de l'organisation du travail (le stakhanovisme), l'alignement des salaires sur les rendements les plus élevés, l'augmentation (prétendument volontaire) de la durée du travail, qu'ils dénoncent avec virulence et, parfois, violence. Tout comme ils refusent le despotisme d'un Parti-Etat qui, à sa guise, remet en cause les prix des produits de première nécessité ou la valeur de la monnaie. L'extraordinaire succès de Gomulka en Pologne ou de Nagy en Hongrie tient à l'espoir de les voir incarner un socialisme « qui n'oublie pas l'homme », c'est-à-dire un socialisme aux antipodes du modèle stalinien.

Ces mêmes mouvements contestataires de la première moitié de la décennie cinquante rejettent tout aussi explicitement l'hégémonie soviétique. A Plzen, en juin 1953, les ouvriers, en prenant d'assaut l'hôtel de ville, lacèrent les portraits de Staline et de Gottwald, piétinent le drapeau soviétique. Ceux de RDA réclament le départ des Soviétiques. Trois ans plus tard, Wladyslaw Gomulka devient, en quelques heures, le personnage le plus populaire de Pologne parce qu'il est considéré par ses concitoyens comme « l'homme qui a résisté aux Russes ». De même que, des semaines plus tard, l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie révolue l'ensemble de la population et la soude aussitôt : « L'idée de la libération nationale, la résistance contre les pressions soviétiques –observe F.Fejtö à ce sujet- deviennent le dénominateur commun de toutes les aspirations, la base d'une nouvelle espèce d'unanimité nationale, ciment d'union de toutes les couches sociales ».

Cette double contestation du modèle stalinien et de l'hégémonie soviétique est récurrente dans la brève histoire des Démocraties populaires. On la retrouve à l'origine de toutes les tentatives réformistes conduites par des dirigeants communistes (Nagy, Gomulka, Kadar...), comme on la retrouve –portée, à la fois, par la fraction réformiste du PC et par la société civile- dans le bref « Printemps de Prague » en 1968. L'erreur de tous les successeurs de Staline (jusqu'à Gorbatchev exclu) est de n'avoir pas su accepter –pour sauver le système communiste- d'ébranler et de détruire les deux piliers de l'expansion stalinienne en Europe centrale : la modélisation et l'hégémonie soviétiques. Lorsque, à compter de 1985, l'ayant compris, Gorbatchev imposa une autre politique, il était bien trop tard. Et comme il devait le déclarer à Honecker, puis à l'ensemble du *Politburo* est-allemand, le 6 octobre 1989, la vie se chargerait de « punir ceux qui prennent du retard²⁷ ». Les jours de l'empire stalinien étaient désormais effectivement comptés.

²⁷ Jacques Levesque, 1989. *La Fin d'un empire*, Presses de Sciences Po, Paris, 1995, p. 200.

